

Guy Penne



# Mémoires d'Afrique

(1981-1998)

Entretiens avec  
Claude Wauthier

Fayard

## CHAPITRE XIII

### Hutus et Tutsis : histoire d'un génocide

*Les massacres entre Hutus et Tutsis ont jalonné l'histoire du Rwanda et du Burundi depuis leur accession à l'indépendance, octroyée simultanément aux deux pays le 1<sup>er</sup> juillet 1962 par la Belgique, deux ans donc après celle du Zaïre. Mais c'est le massacre des Tutsis et des Hutus modérés, en avril 1994, au Rwanda, qui a surtout retenu l'attention. Durant vos six ans passés à l'Élysée, de 1981 à 1986, vous avez suivi l'évolution politique de ces deux pays, dont les structures sociales, pour ne pas dire ethniques, sont remarquablement similaires. Que pensez-vous de ce drame ?*

Non seulement les structures sociales des deux pays sont semblables, mais aussi leur passé colonial. L'histoire de ces deux «royaumes interlacustres» de la région comprise entre les lacs Victoria et Tanganyika, véritables mers intérieures par leurs dimensions, a fait l'objet de nombreux ouvrages. En bref, les Hutus, agriculteurs sédentaires, furent progressivement conquis et soumis à partir du x<sup>e</sup> siècle par les Tutsis, nomades remontant sans doute la vallée du Nil, qui établirent deux royaumes distincts, dotés d'institutions analogues : «Au sommet de la société, écrit l'éminent historien africain Joseph Ki-Zerbo à propos du

Rwanda, les Tutsis étaient des pasteurs qui répugnaient aux travaux de la terre et consacraient leurs amples loisirs à l'éloquence, à la poésie, aux jeux subtils de l'esprit, en buvant de l'hydromel avec des amis. La guerre est aussi leur lot. En cas de danger grave pour le royaume, ils peuvent être désignés comme "libérateurs" chargés de se faire tuer ou de se tuer sur le territoire ennemi, afin que le sang du suicide attire le malheur sur l'adversaire. La maîtrise de soi, le dévouement au roi et à son propre bétail, étaient des valeurs prisées dans cette société. Les Hutus, qui formaient l'essentiel de la population, étaient des paysans subissant souvent l'arbitraire des aristocrates et englobés aussi dans un système de clientèle à l'égard des Tutsis. La valeur cardinale du Hutu était le travail acharné<sup>1</sup>.» Le Burundi était régi de manière analogue, avec à sa tête un souverain, le *mwami*, entouré d'une féodalité tutsie, qui confiait ses troupeaux aux Hutus tenus de lui fournir lait et beurre aux termes d'un pacte coutumier, dit *ubugabire*, qui consacrait la vassalité de ces derniers. Au Rwanda, ce pacte était connu sous le nom d'*ubuhake*. Dans les deux cas, le Tutsi conservait la propriété du bétail. Mais Hutus et Tutsis parlent la même langue, le *kinyarwanda* au Rwanda et le *kirundi* au Burundi, et en général, les ethnologues récusent l'idée d'une imperméabilité absolue entre les deux «castes», en insistant sur la relative fréquence des mariages mixtes. De la même façon, la distinction entre Tutsis, Hamites longilignes, et Hutus, Bantous petits et trapus, a fait couler beaucoup d'encre.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les Allemands s'emparèrent des deux royaumes et les incorporèrent dans l'Afrique orien-

---

1. Joseph Ki-Zerbo, *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hatier, 1972, p. 310.

tale allemande qui comprenait principalement le Tanganyika. Après la Première Guerre mondiale, Rwanda et Burundi furent attribués par la Société des Nations à la Belgique, qui en conserva l'administration après 1945, sous la tutelle de l'ONU. Rappelons que dans les deux pays, les Hutus sont largement majoritaires (environ 80 %), les Tutsis représentant moins de 20 % de la population totale.

*Pratiquant une politique analogue à l'administration indirecte chère aux Britanniques, les colonisateurs allemands, puis belges, se sont appuyés sur les Tutsis et ont accentué le clivage entre les deux communautés, si l'on en croit les spécialistes. Les Belges allaient jusqu'à organiser des concours de saut en hauteur naturellement réservés aux Tutsis... en raison de leur taille.*

Le chercheur français Gérard Prunier, dans le livre qu'il a consacré au génocide, rapporte que les enseignants de l'école des cadres du Front patriotique rwandais (le FPR, majoritairement tutsi, qui prit le pouvoir en 1994 après l'assassinat du président hutu Juvénal Habyarimana), «désireux de minimiser la dichotomie Tutsi/Hutu», répandirent la théorie, élaborée par quelques ethnologues, que les Hutus et les Tutsis avaient une origine raciale commune, mais que «les bébés tutsis étaient étirés pendant leur petite enfance». Théorie «folle» selon l'auteur qui indique pourtant que J.-P. Harroy, le dernier gouverneur général belge du Ruanda-Urundi, comme on disait alors, en avait entendu parler<sup>1</sup>.

Pour sa part, la journaliste belge Colette Braeckman souligne que l'attitude de l'Église catholique belge a contri-

---

1. Gérard Prunier, *Rwanda, 1959-1996, op. cit.*, note p. 28.

bué à creuser le fossé entre Hutus et Tutsis. Il faut d'abord savoir que l'évangélisation du Rwanda et du Burundi fut un spectaculaire succès : la population a en effet été christianisée à plus de 50 %, l'un des taux les plus élevés d'Afrique. Or, au départ, la hiérarchie catholique belge favorisa la « caste » tutsie, dont le vicaire apostolique estimait qu'elle constituait l'ossature du Rwanda. Puis, à partir des années 1950, les missionnaires flamands qui remplacèrent les Pères Blancs (souvent français) se sentent à l'inverse plus proches des paysans hutus « opprimés et méprisés », comme les Flamands eux-mêmes l'avaient été par la bourgeoisie wallonne, et favorisent l'éveil d'une élite hutue, surtout au Rwanda<sup>1</sup>.

Pour mesurer l'intensité de la rancœur des Hutus envers les Tutsis, il faut savoir enfin qu'au Rwanda le tambour royal sacré de la dynastie tutsie, le *kalinga*, était orné des testicules des princes hutus vaincus, et que pour cette raison, en 1958, des leaders politiques hutus avaient récusé cette relique comme symbole de l'unité nationale<sup>2</sup>.

*Aux approches de l'indépendance, l'évolution politique des deux pays va diverger : les Hutus prendront finalement le pouvoir au Rwanda, tandis que les Tutsis le conserveront au Burundi.*

En 1956, les Belges organisèrent des élections à caractère consultatif au Rwanda et au Burundi. Tutsis et Hutus s'opposèrent violemment, surtout au Rwanda. De son côté, l'ONU recommanda l'union des deux pays ainsi que des élections générales.

---

1. Colette Braeckman, *Rwanda. Histoire d'un génocide*, Paris, Fayard, 1997, pp. 33-34 et 39-40.

2. Gérard Prunier, *op. cit.*, p. 64.

En 1962, la Belgique n'intervint pas quand plusieurs dizaines de milliers de Tutsis furent massacrés au Rwanda à la suite de la rumeur complaisamment entretenue par les agents du Parti du mouvement et de l'émancipation hutu (Parmehutu) selon laquelle les Tutsis étaient sur le point de faire un coup d'État. De nombreux survivants prirent alors le chemin de l'exil, en Ouganda notamment. Et c'est Grégoire Kayibanda, le leader du Parmehutu, qui sera le premier président du Rwanda indépendant. Ancien séminariste, ce dernier avait dirigé un périodique très lu au Rwanda et avait été secrétaire du vicaire apostolique. Il sera renversé en 1973 par le chef de l'armée, Juvénal Habyarimana, qui maintiendra le système dit des quotas dans la fonction publique, l'enseignement, etc., instauré par son prédécesseur pour limiter la prédominance tutsie<sup>1</sup>.

Au Burundi, c'est le *mwami* Mwambutsa IV qui devint le premier chef de l'État indépendant. En 1965, une tentative de coup d'État menée par des éléments hutus de l'armée et de la gendarmerie fut suivie d'une répression brutale qui fit des milliers de morts. L'année suivante, Mwambutsa fut déposé par son fils Ntaré V, mais ce dernier fut à son tour renversé à la fin de cette même année 1966 par le colonel Michel Micombero, un Tutsi qui avait fait échouer la tentative de coup d'État des Hutus l'année précédente. Micombero, qui avait proclamé la république dès son arrivée au pouvoir, dut faire face en 1972 à une autre tentative des Hutus pour prendre le pouvoir : la répression fut encore plus dure qu'en 1965 et l'on estime à plus de 100000 le nombre des Hutus qui furent massacrés à

---

1. Avant l'indépendance, les Tutsis étaient nettement plus nombreux que les Hutus à l'université de Butaré – alors université Astrida, ainsi nommée en souvenir de la reine Astrid, épouse de Léopold III, roi des Belges.

cette occasion, tandis que 200 000 d'entre eux environ se réfugiaient dans les pays voisins, Zaïre, Tanzanie et Rwanda. En 1976 cependant, Micombero fut renversé par le colonel Jean-Baptiste Bagaza, un autre officier tutsi.

*Les deux pays ont donc derrière eux un passé récent de violences interethniques quand le président François Mitterrand s'y rend en octobre 1982. Le Rwanda est plutôt pro-occidental, tandis que le Burundi penche vers le camp progressiste. Dans les deux pays règne un parti unique, l'Union pour le progrès national (Uprona) au Burundi, le Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND) au Rwanda.*

Nos experts avaient beaucoup insisté sur le fait qu'il n'était guère possible d'aller dans l'un de ces deux pays sans se rendre dans l'autre. Le président s'y est rendu juste avant le sommet franco-africain de Kinshasa, au Zaïre voisin. C'était la première fois qu'un chef d'État français se rendait au Burundi, et François Mitterrand laissa entendre au président Bagaza que le sommet franco-africain de 1984 pourrait se tenir à Bujumbura, ce qui fut en effet le cas : l'équilibre entre les deux pays serait maintenu, puisque Kigali avait accueilli le sommet de 1977. En juin de l'année suivante, le colonel Bagaza effectua une visite en France. C'est un peu plus tard que se dessinèrent certaines orientations diplomatiques et politiques qui nous apparurent décisives.

Kadhafi effectua en effet une visite officielle à Bujumbura, en mai 1985. À cette occasion, un communiqué commun dénonça les manœuvres impérialistes en Méditerranée. Le chef de l'État libyen offrit au Burundi un émetteur radio à ondes courtes et promit son appui pour le renforcement du potentiel défensif du Burundi, déclara-

rant qu'il porterait « aide et assistance à ses nouveaux amis de la région des Grands Lacs contre le régime de l'agent Mobutu, l'homme à tout faire d'Israël ». En août 1986, Bagaza prit des mesures sévères contre le clergé catholique, soupçonné de préférer les Hutus.

Sur le plan économique, dans ce pays dépourvu de ressources minières, les activités agricoles sont prépondérantes, mais l'accroissement de la population entraîne chaque année la disette, et le service de la dette écrase le pays, qui ne peut se passer de l'aide internationale. C'est pourquoi la France avait, dans l'intervalle, accru son aide bilatérale, la coopération portant essentiellement sur la formation, la santé, la défense et les communications.

À Kigali, François Mitterrand s'était montré attentif aux difficultés rencontrées par le Rwanda, dont le café, comme au Burundi, constitue la principale ressource (80 % des exportations, notamment en direction des États-Unis). On y expérimentait la culture du thé, du coton, du quinquina et du tabac, afin d'échapper au piège de la monoculture. L'aide internationale finançait un tiers des crédits du plan quinquennal. Le général Habyarimana évoqua devant le président français le développement du tourisme et la construction de barrages pour fournir de l'électricité.

Je me suis rendu en octobre 1985 à Kigali, et je me souviens que, lors de l'audience qu'il m'avait accordée, le président Habyarimana, m'avait déclaré : « Les Rwandais mangent à leur faim, mais l'équilibre reste fragile, le danger, c'est la surpopulation ». C'est bien là en effet le problème majeur de ces deux petits pays. Voici quelques chiffres récents. Au Burundi : 27 834 km<sup>2</sup>, 6,3 millions d'habitants, 2,7 % d'accroissement annuel de la population, densité de 214 habitants au km<sup>2</sup>. Au Rwanda avant le génocide : 26 338 km<sup>2</sup>, 7,16 millions d'habitants, 3,2 % d'accroissement annuel de la population, densité de 272 habitants



au km<sup>2</sup>. Ajoutons que le Burundi, comme le Rwanda, souffre d'être un pays enclavé. Le port le plus accessible, vers le nord, est Mombasa au Kenya, soit à 1700 km par voie routière (aucun des deux pays ne dispose de voie ferrée) en passant par l'Ouganda. L'autre port, vers le sud, est Dar es-Salaam en Tanzanie, mais la route qui y mène est peu praticable et pour le Rwanda, il faut passer par le Burundi, qui a une frontière commune avec la Tanzanie.

*Entre 1981 et 1986, les informations reçues à l'Élysée, vos voyages et vos entretiens dans ces deux pays vous donnaient-ils l'impression que la situation y était lourde de dangers et permettaient-ils de prévoir l'explosion qui s'est finalement produite?*

Trop petit, trop peuplé, trop pauvre! Voilà ce que nos experts disaient du Rwanda, et telle était la raison qu'ils avançaient le plus fréquemment pour expliquer l'exode des populations rwandaises vers le Burundi, l'Ouganda et la Tanzanie. La réalité, c'est que la majeure partie des Rwandais qui quittaient leur pays étaient des Tutsis. Leur exode avait atteint des proportions considérables : dès 1964, on en dénombrait officiellement (selon le haut-commissariat de l'ONU) 336000, ainsi répartis : 200000 au Burundi, 78000 en Ouganda, 36000 en Tanzanie, et 22000 au Zaïre. L'exode s'est poursuivi après cette date, et le nombre des expatriés tutsis a encore augmenté sans qu'on puisse véritablement avancer de chiffres précis, les estimations atteignant parfois le double des chiffres officiels de 1964! Pour survivre dans ces pays d'accueil, les Tutsis du Rwanda n'avaient pas toujours le choix, et en Ouganda, beaucoup d'entre eux s'engagèrent dans les troupes de Yoweri Museveni, qui, à la tête d'un mouvement rebelle, prit le pouvoir à Kampala en 1986. Quelques-

uns de ces Tutsis occupèrent des postes de commandement importants dans l'armée de Museveni, notamment Paul Kagame, aujourd'hui vice-président du Rwanda, et plus encore Fred Rwigyema, qui a été vice-ministre de la Défense du gouvernement ougandais avant de prendre la tête du Front patriotique rwandais (FPR). Je reviendrai plus loin sur cet aspect au demeurant bien connu de la guerre menée par le FPR contre le régime du président Habyarimana.

Le gouvernement de ce dernier nous paraissait modéré, même si nous constatons que – comme souvent en Afrique – l'armée était un fief monoethnique, hutu bien évidemment, alors qu'au Burundi les militaires étaient pratiquement tous tutsis. Il semblait que le Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MNRD) d'Habyarimana était plus tolérant que le Parmehutu franchement tribaliste, et nous avons noté que la vieille garde des « faucons » de l'ex-président Kayibanda avait été marginalisée. En réalité cependant, la lutte entre Hutus et Tutsis pour le pouvoir résultait en grande partie d'une rivalité entre régions : Habyarimana et son influente épouse Agathe étaient du Nord, tandis que Kayibanda, marié à une Tutsie catholique, était du Sud. Cette lutte n'en était pas moins sans merci, et Kayibanda mourut en détention en 1976. Quoiqu'il en soit, les dépêches de nos ambassadeurs n'étaient pas particulièrement alarmantes, et l'impression continuait à prévaloir que l'indépendance avait permis de substituer à l'« aristocratie ethnique » tutsie une « majorité démocratique » hutue, ce qui n'était sans doute pas entièrement faux.

*En dehors des canaux officiels, quelles étaient vos sources d'information ?*

J'avais, à partir de 1981, comme je l'ai déjà indiqué, pris l'habitude de réunir régulièrement un petit cénacle d'universitaires et de spécialistes de l'Afrique pour m'aider à réfléchir aux problèmes qui se posaient dans chacun des pays du continent. Pour cette région des Grands Lacs, j'avais fait appel à Jean-Pierre Chrétien et à Gérard Prunier, qui la connaissaient bien, et je dois admettre qu'ils donnaient des éclairages assez différents de ce que nous disaient les télégrammes officiels sur la situation dans les deux pays : pour eux, il ne fallait pas se fier au calme apparent qui semblait régner.

Le président Habyarimana, lors de sa réélection en 1983, avait convaincu François Mitterrand que son maintien au pouvoir était la garantie qu'il n'y aurait pas de pogroms antitutsis, ce qui fut à peu près le cas jusqu'au début des années 1990, quand commencèrent à se manifester les sinistres miliciens *interahamwe* qui avaient pour tâche d'éliminer physiquement les Tutsis, ceux-là même qui déclenchèrent le génocide en 1994. D'ailleurs, lorsque j'étais à l'Élysée, les ONG qui travaillaient au Rwanda ne nous signalaient pas d'exactions choquantes, à l'exception parfois d'Amnesty International. Lors de mes voyages au Rwanda, je rencontrais de mon côté des responsables hutus à l'occasion des réceptions qui étaient données pour les Français expatriés, et je pouvais constater que la discussion était libre et ouverte. Certes, le caractère pour le moins « rigide » du système de parti unique ne m'échappait pas, mais je ne soupçonnais absolument pas à quel point Habyarimana et ses proches avaient quadrillé le pays.

J'avais dit au président rwandais combien les mentions ethniques (Hutu ou Tutsi) portées sur les cartes d'identité me choquaient et me rappelaient le temps de l'occupation allemande en France. Il m'avait répondu que cette mesure n'était pas discriminatoire, mais de protection. J'avais

tiqué. J'avais eu la même réaction quand, ayant fait savoir que je souhaitais rencontrer quelques francs-maçons, on m'avait répondu qu'ils étaient interdits de réunion et que seuls quelques téméraires se retrouvaient de temps à autre chez un Belge pour partager un pot amical. Mais de là à imaginer la suite !

*Le régime Habyarimana, toujours soumis à l'emprise du clergé catholique, était plutôt bigot, et les femmes tutsies, qui ont la réputation d'être très belles, et donc courtisées, en ont souffert.*

Les autorités ont effectivement pris, au début des années 1980, des mesures pour éloigner de la capitale des jeunes femmes tutsies, qui, faute peut-être d'autres débouchés dans une société réglementée par la majorité hutue, se livraient au commerce de leurs charmes : elles avaient été renvoyées dans leurs collines (en raison de son relief accidenté, le Rwanda, on le sait, est le «pays des Mille Collines»), notamment celles qui fréquentaient les étrangers. Une anecdote illustre bien la bigoterie exacerbée du régime : le ministre français de la Coopération, qui devait procéder au remplacement d'un médecin coopérant, avait proposé un célibataire. Pour ce motif, sa candidature fut rejetée par le ministre de la Santé rwandais, sur ordre du général Habyarimana.

*Malgré les événements dramatiques que vous avez rappelés, un calme relatif prévalait dans ces deux pays quand vous avez quitté l'Élysée en 1986. Quelques années plus tard la situation s'est dégradée, et les années 1990 ont vu resurgir le spectre de la guerre civile, qui a atteint son paroxysme avec le génocide de 1994 au Rwanda. Comment en est-on arrivé là, et comment la France s'est-elle trouvée mêlée à ce drame ?*

À la fin des années 1980, la presse en général notait que le Rwanda vivait en bonne harmonie avec ses voisins. Malgré les problèmes ethniques, on rappelait que le temps des brouilles épisodiques avec Kinshasa, Kampala et Bujumbura était révolu; les trois anciennes possessions belges, Zaïre, Burundi et Rwanda, étant associées au sein d'une organisation régionale, la Communauté économique des pays des Grands Lacs (CEPGL). L'aide japonaise s'était accrue, l'agence canadienne pour le développement avait financé un programme de coopération entre l'université de Butaré et l'université Laval au Québec, les États-Unis et le Rwanda avaient signé un accord de coopération économique et technique. Toutefois, en 1993, la France était devenue le premier bailleur de fonds bilatéral à égalité avec la Belgique, soit 230 millions de francs provenant du Fonds d'aide et de coopération, de la Caisse française de développement et du Trésor.

*Arrivons-en à la guerre civile qui a ravagé le pays pendant quatre ans, de 1990 à 1994, avant la mort dramatique du président Habyarimana.*

Au début de 1990, la situation au Rwanda n'est pas brillante : les cours du café se sont effondrés, le sida progresse, la nourriture manque. Le 1<sup>er</sup> octobre, le Front patriotique rwandais (FPR) lance ses premières opérations militaires à partir de ses bases arrières en Ouganda. Ses forces regroupent 2500 des 4000 Tutsis rwandais qui s'étaient enrôlés dans l'Armée de résistance nationale (NRA) de Museveni et avaient prélevé leur armement sur les stocks de l'armée ougandaise. Le président Museveni laisse faire. L'offensive est conduite par Fred Rwigyema, qui est tué dès le deuxième jour de l'offensive, dans des cir-

constances restées obscures. Paul Kagame interrompt le stage qu'il est en train de suivre dans une école militaire américaine et revient d'urgence pour prendre le commandement des forces du FPR. Pour forcer la main de la France, le pouvoir en place à Kigali organise, dans la nuit du 4 au 5 octobre, un simulacre d'attaque contre la capitale qui retentit de coups de feu. L'ambassadeur de France, Georges Martre, envoie un télégramme alarmiste. Les arrestations de Tutsis se multiplient, tandis que Paris, qui avait envoyé 150 hommes au titre de l'assistance militaire au Rwanda, porte ses effectifs à 600 hommes et que la Belgique dépêche un bataillon de parachutistes : ces militaires ont pour mission première de protéger les ressortissants européens, français et belges en particulier, comme le souligne le Premier ministre français, Michel Rocard.

L'attaque d'octobre du FPR est repoussée, mais le mouvement ne renonce pas à la lutte armée : elle se poursuivra jusqu'à la chute de Kigali, prise en juillet 1994 par les hommes de Paul Kagame. Les deux côtés renforcent leur armement, ce qui grève lourdement le budget du Rwanda, qui trouve son matériel de guerre en Afrique du Sud et en Égypte, tandis que la diaspora tutsie alimente le trésor de guerre du FPR et que l'Ouganda continue à fournir du matériel militaire aux rebelles. En 1992, les Forces armées rwandaises du président Habyarimana comprennent 50 000 hommes, tandis que le FPR porte ses effectifs de 12 000 en 1992 à 25 000 en 1994.

En France, l'entrée en guerre du FPR est généralement présentée comme une tentative de renversement d'un gouvernement francophone et majoritaire (hutu) par une rébellion minoritaire (tutsie) armée par l'Ouganda anglophone. Or, tout le monde sait que Yoweri Museveni est fermement soutenu par les États-Unis parce qu'il appuie la guérilla que mène dans le sud du Soudan christianisé le

mouvement de John Garang contre le régime soudanais en place à Khartoum, dont l'éminence grise est Hassan Tourabi, leader des intégristes musulmans. Il n'en faut pas davantage pour que resurgisse ce qu'on a appelé le « complexe de Fachoda » et qu'une partie au moins de l'opinion publique française soit convaincue que les événements du Rwanda ne sont qu'une machination anglo-saxonne visant à contrer l'influence française dans la région des Grands Lacs<sup>1</sup>.

Les observations de notre poste diplomatique nous poussent au maintien de nos troupes. N'ont-elles pas freiné les premiers assauts? Ne sont-elles pas venues pour rassurer les Français expatriés? Ne peuvent-elles pas décourager les « faucons » de chaque camp et pousser les responsables en place à négocier? Ce sera l'approche de François Mitterrand, qui s'efforcera de convaincre le président Habyarimana de s'ouvrir au multipartisme et de négocier avec le FPR.

Il sera entendu par le chef de l'État rwandais, qui renoncera au monopartisme, mais après sa disparition la paix ne sera rétablie que par la force des armes.

*La pression des événements – guerre civile, intervention de l'ONU, jeu diplomatique des pays voisins et des grandes puissances – va provoquer une recomposition du paysage politique rwandais, fruit d'une difficile négociation entre les deux protagonistes du conflit.*

---

1. À Fachoda, en 1898, la colonne française du capitaine Marchand, qui tentait de devancer l'Angleterre dans le sud du Soudan, fut contrainte de rebrousser chemin par le général britannique Kitchener, qui commandait les forces anglo-égyptiennes. Le fait que Paris ait ainsi cédé à un ultimatum de Londres fut ressenti en France comme une profonde humiliation.

Après l'échec de son attaque d'octobre 1990, le FPR va se cantonner à des actions de guérilla, si l'on excepte une percée, au début de 1993, dans la région de Ruhengeri, qui aboutit à de sanglantes représailles.

Plus que les opérations militaires, c'est l'évolution de l'équilibre politique dans les deux camps qui retient l'attention. Du côté du FPR, on veille à corriger l'image d'un mouvement exclusivement tutsi, et c'est ainsi que des Hutus, dits « modérés », rejoignent ses rangs pour être promus à des postes importants : dans ce contexte, le colonel Alexis Kanyarenwe, un Hutu, devient président du mouvement. De son côté, le président Habyarimana fait promulguer, en juin 1991, une nouvelle Constitution qui autorise le multipartisme, comme je l'ai dit. Apparaissent alors au grand jour différentes formations politiques : le Mouvement démocratique républicain (MDR), le Parti social-démocrate (PSD), le Parti libéral (PL) et le Parti démocrate-chrétien (PDC), tandis que le MRND ajoute une lettre à son sigle, un deuxième « D » pour « démocratie ».

En avril 1992, un gouvernement de coalition est formé, dont le Premier ministre est Dismas Nsengiyaremye, membre du MDR. Le FPR est exclu de cette coalition alors que se poursuivent à Arusha, en Tanzanie, des négociations intermittentes entre le gouvernement rwandais et le mouvement rebelle. Parallèlement, des pourparlers s'engagent entre les présidents Museveni et Habyarimana pour assurer la sécurité à la frontière entre les deux États. En juin 1992, se tient à Paris une concertation entre représentants du gouvernement rwandais et du FPR, qui s'accordent sur la reprise du processus de paix sans pour autant le mettre en œuvre.

L'année suivante, en février et mars, pour faciliter, par une éventuelle médiation, les discussions entre le pouvoir



et les rebelles, le ministre français de la Coopération, Marcel Debarge, se rend à Kigali, puis à Kampala, où il évoque avec ses interlocuteurs ougandais la possibilité d'une coopération culturelle et technique. Mais auparavant, à Kigali, il a exhorté les partis d'opposition à faire « front commun » avec Habyarimana contre le FPR. Cependant, le Premier ministre rwandais et une partie du MDR insistent pour qu'une place soit faite au FPR au sein du gouvernement. Ils n'obtiennent pas satisfaction, le MDR se divise et Habyarimana remplace Nsengiyaremye par Agathe Uwilingiyimana, du MDR également, mais moins intransigente sur ce point que son prédécesseur.

Le 4 août 1993 enfin, le président Habyarimana et le colonel Alexis Kanyarengwe, président du FPR, signent à Arusha un accord qui prévoit la formation d'un nouveau gouvernement incluant le FPR. Alexis Kanyarengwe écrit alors au président Mitterrand afin de lui exprimer ses remerciements pour le rôle joué par la France dans la négociation d'Arusha : une lettre importante qu'on a parfois tendance à oublier, mais qui témoigne bien des efforts de la France pour faire prévaloir la paix et la démocratie. Un peu plus tard, en octobre, le Conseil de sécurité approuve l'envoi d'une force de l'ONU, la Minuar, et en décembre, la France annonce le retrait de ses forces du Rwanda.

Mais la composition du nouveau gouvernement se heurte à divers obstacles, dont la prétention d'un parti extrémiste hutu, la Coalition pour la défense de la République (CDR) à y entrer, ce à quoi s'oppose farouchement le FPR. Le drame qui va provoquer le génocide se produit le 6 avril 1994 : l'avion qui ramène d'Arusha, où venait de se tenir une conférence entre les pays de la région, le président Habyarimana et le nouveau président du Burundi, Cyprien Ntaryamira, est abattu par un missile

sol-air alors qu'il allait atterrir sur l'aérodrome de Kigali. La mort du président rwandais déclenche un massacre des Tutsis et des Hutus modérés, apparemment soigneusement planifié par les miliciens *interahamwé*, les militants du CDR, et en général les partisans du «*Hutu power*» qui font partie du «premier cercle» des proches d'Agathe Habyarimana, l'*akazu* ou «petite maison». Des militaires français sont alors envoyés à Kigali pour évacuer nos ressortissants (c'est l'opération Amaryllis). La représentation diplomatique française est fermée par l'ambassadeur Jean-Philippe Marlaud. Son personnel est embarqué à bord d'un avion français dans lequel ont pris place la veuve du président rwandais et quelques privilèges du MRNDD, tous hutus.

Le génocide, orchestré par la radio hutue dite des Mille Collines qui appelle au meurtre des «Cancrelats» tutsis et de leurs alliés, fera, comme on sait, des centaines de milliers de morts. Parmi les premières victimes, au cours de la seconde quinzaine d'avril 1994, figure le Premier ministre, Agathe Uwilingiyimana, assassinée par une foule en colère ainsi que les dix soldats belges de la Minuar censés la protéger. Le FPR décide alors de reprendre la lutte armée – notamment pour dégager un contingent de 600 hommes du mouvement qui se trouvait cantonné à Kigali en vertu des accords d'Arusha.

Le pays n'est pas au bout de ses souffrances. L'ONU prend, le 21 avril, la décision difficilement compréhensible de réduire à 270 hommes les effectifs de la Minuar, qui a compté jusqu'à 2500 hommes sous le commandement du général canadien Roméo Dallaire. Le Rwanda sombre alors dans le chaos, dont la première conséquence est l'exode massif de réfugiés hutus, encadrés par les miliciens *interahamwé* et les restes de l'armée rwandaise, vers l'ouest du pays. En juin, la France propose d'y établir une zone de

sécurité humanitaire à la frontière avec le Zaïre. La droite est au gouvernement depuis les élections législatives de 1993, le Premier ministre est Édouard Balladur, Alain Juppé est aux Affaires étrangères et Michel Roussin à la Coopération, mais c'est le président Mitterrand qui a l'idée de cette sorte de sanctuaire. Le Conseil de sécurité donne son feu vert à cette initiative par dix voix pour et cinq abstentions : ce sera l'opération Turquoise, dont Paris fixe la durée à trois mois.

L'ONU en a fixé les objectifs : «Droit d'utiliser la force pour sauver des vies humaines, créer des zones de sécurité pour les réfugiés et non s'interposer entre les belligérants.» Le Zaïre a accordé l'autorisation d'utiliser son territoire comme base arrière, notamment les pistes des aéroports de Goma et de Bukavu. Le FPR dénonce l'initiative française et déclare qu'il considère tout soldat français comme un ennemi. Il se garda pourtant bien d'engager le combat. La France est alors accusée de voler au secours d'un gouvernement provisoire rwandais, essentiellement hutu, proclamé hâtivement quelques jours après la mort d'Habyarimana, et dirigé par Théodore Sindikubwabo, président de l'Assemblée nationale, gouvernement qu'on accuse d'avoir «planifié et organisé les massacres». Le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Congo, le Bénin, le Togo soutiennent la décision française, que conteste l'OUA. Les ONG sont divisées : Médecins sans frontières appuie l'initiative de Paris, mais pas Amnesty International qui se demande si les instructeurs militaires français n'ont pas entraîné certaines milices hutues.

En juillet, Kigali tombe aux mains du FPR qui s'installe au pouvoir et fait la chasse aux «génocisseurs», qui vont bientôt s'entasser dans des prisons surpeuplées. On évoque même dans la presse un «second génocide», de Hutus cette fois par les Tutsis du FPR. Le nouveau président de la

République rwandaise sera un Hutu, Pasteur Bizimungu, comme le Premier ministre, Faustin Twagiramungu, du MDR, mais l'«homme fort» du nouveau régime reste le colonel Kagame, promu vice-président et nommé ministre de la Défense. Le MRNDD et le CDR sont évidemment exclus du nouveau gouvernement.

En août, l'ONU entreprend de déployer une force internationale (composée essentiellement de soldats ghanéens et éthiopiens) dans la zone de sécurité, et les forces françaises de l'opération Turquoise commencent à se retirer. Les réfugiés hutus franchissent la frontière et vont s'installer dans des camps dans l'est du Zaïre.

À l'automne 1994, force est de constater que quelques mois après sa victoire, le FPR a non seulement échoué dans sa tentative de convaincre des réfugiés hutus de rentrer au Rwanda, mais qu'il est confronté à un début de guérilla menée à partir du Zaïre par les anciennes Forces armées rwandaises et les miliciens de l'ancien régime. Au Rwanda, incarcération, dénonciation, maladie guettent les Hutus qui sont restés au pays.

*L'opération Turquoise a été l'objet de vives critiques, mais pourtant, de l'avis général, elle a sauvé nombre de Rwandais du massacre, au moins pour un temps, y compris des Tutsis. Ce qui n'a pas empêché le FPR de considérer qu'elle avait eu pour principal résultat d'offrir un refuge aux restes des Forces armées rwandaises et des milices inter-ahamwé. On pouvait s'attendre en conséquence à des relations difficiles entre Paris et Kigali après la victoire du mouvement rebelle.*

Tout d'abord, il faut noter que l'opération Turquoise n'avait pas fait l'unanimité en France. Pierre Messmer s'y était déclaré hostile, la qualifiant de «mal fondée, ineffi-

cace et dangereuse». J'avais personnellement, au Sénat, émis des réserves et réclamé beaucoup de prudence, tout en insistant sur son caractère humanitaire et limité dans le temps. Une délégation mixte de députés et de sénateurs, dont je faisais partie, a pu se rendre au sein du dispositif français, et nous avons pu constater que les hommes de l'opération Turquoise faisaient du bon travail : distribution d'aide alimentaire et de médicaments, installation et mise en activité d'hôpitaux de campagne.

Mais, effectivement, les relations entre Paris et le nouveau pouvoir à Kigali seront loin d'être harmonieuses. C'est ainsi que le Rwanda ne participera pas au sommet franco-africain de Biarritz fin novembre 1994. Peu auparavant, cependant, le Premier ministre rwandais Faustin Twagiramungu, qui s'était rendu début octobre 1994 à Bonn et à Bruxelles, avait exprimé le vif désir d'être reçu à Paris. On lui avait répondu que «les calendriers étaient bouclés». Bien plus, la France avait mis son veto à un projet de subvention par l'Union européenne au gouvernement rwandais. Dans un article publié par *Le Monde* le 11 novembre 1994, j'ai rappelé ces incidents de parcours et déploré cette attitude. Je soulignais dans cet article que plusieurs des ministres du gouvernement rwandais avaient fait savoir à notre représentant diplomatique à Kigali, Jacques Courbin, qu'ils espéraient une reprise de la coopération française. Je relevais que le ministre de l'Enseignement supérieur, Joseph Nsengimana, réclamait en urgence une aide française pour la formation des maîtres de l'enseignement primaire et secondaire. J'ajoutais : «Une grande partie du corps enseignant ayant disparu, un ministre très francophile comme celui des Finances ne comprend pas les "silences parisiens". Faut-il attendre que la Tanzanie ou l'Ouganda envoient des maîtres anglophones?» Je conclusais mon article par ces

mots : «Les chances de succès [du] processus de transition que conduit le FPR sont fragiles. Mais ce gouvernement [rwandais] reste dans l'épure d'Arusha. Notre aide est attendue. La venue à Biarritz au dix-huitième sommet franco-africain d'une représentation rwandaise aurait été hautement souhaitable. Nous avons été les artisans des accords d'Arusha, le Premier ministre est celui qu'ils désignèrent avec notre assentiment. [...] Aujourd'hui [le gouvernement rwandais] recherche en vain l'aide internationale et bilatérale pour la remise en route de son économie et de ses administrations et l'établissement de la paix civile. Il ne conviendrait pas que la France manquât ce nouveau rendez-vous de la solidarité des pays riches.»

Fin août 1995, le Premier ministre rwandais est poussé à démissionner par les Tutsis, ainsi que plusieurs de ses ministres, dont Seth Sendashonga. Le Parti socialiste français, dans un communiqué du secrétaire aux relations internationales, Gérard Fuchs, «déploie vivement la [...] mise à l'écart» de Faustin Twagiramungu et des ministres en question. «Ces limogeages, poursuit le communiqué, semblent indiquer que le souci de reconstruire le pays dans le respect de sa diversité, tout en jugeant les responsables du génocide et des exécutions massives de démocrates, n'est plus la priorité des autorités de Kigali. Ce virage politique est d'autant plus incompréhensible et inquiétant que le problème du retour des réfugiés se pose avec une particulière acuité. Dans ces circonstances, conclut le communiqué, le PS réaffirme sa solidarité avec les forces démocratiques du pays qui ont œuvré et œuvrent, dans un esprit d'ouverture, à la sauvegarde de la nation rwandaise.» En mars 1996, Twagiramungu et Sendashonga annoncent la création d'un mouvement d'opposition, le Front de résistance pour la démocratie.

Depuis, le Rwanda continue d'être le théâtre d'affrontements entre l'armée et les opposants au régime en place.

Quant aux relations entre Paris et Kigali, il a fallu attendre le sommet franco-africain du Louvre à Paris, en novembre 1998, pour voir s'opérer un rapprochement. Le président Pasteur Bizimungu y a participé, ainsi d'ailleurs que le président ougandais Yoweri Museveni, avec lequel nous sommes, aussi, longtemps restés en froid.

*Il demeure que l'aide apportée par la France au régime du président Habyarimana a suscité une émotion qui n'est pas apaisée. À telle enseigne que Jacques Chirac et Lionel Jospin ont tacitement donné leur feu vert à une enquête sur le rôle joué par la France au Rwanda menée par une mission d'information parlementaire placée sous la direction de l'ancien ministre Paul Quilès (qui en a pris l'initiative).*

Il n'a pas manqué de commentateurs pour accuser la France d'avoir joué un rôle néfaste. Les ouvrages de Gérard Prunier et de Colette Braeckman auxquels j'ai fait allusion l'attestent. Plusieurs des questions qui se posent sont formulées comme autant d'accusations : les soldats français envoyés au Rwanda se sont-ils bornés à former et conseiller les Forces armées rwandaises ? Et même s'ils n'ont pas pris part directement aux combats, n'était-ce pas s'engager trop avant dans une guerre civile que Paris jugeait utile de considérer comme une agression extérieure ? Faut-il prendre au sérieux la confession parue dans *Libération* d'un ancien membre des « escadrons de la mort » du « réseau zéro » – une organisation plus ou moins secrète qui liquidait les Tutsis – selon lequel il aurait été entraîné par des instructeurs français ? La France a-t-elle continué à fournir des armes aux FAR au plus fort du génocide, comme l'a affirmé *Le Figaro* ? Qui a abattu l'avion qui transportait le président Habyarimana ? Des adversaires des accords d'Arusha proches du CDR et par-

tisans du «*Hutu power*» qui reprochaient au chef de l'État d'avoir conclu un accord avec le FPR, ou bien des hommes de ce même FPR, ou bien encore des mercenaires à la solde de commanditaires non identifiés? Est-il vrai, comme l'a affirmé *Le Canard enchaîné*, que le président Mitterrand a signé en 1992 avec Habyarimana un avenant secret à l'accord d'assistance et de coopération militaire de 1975 conclu par Valéry Giscard d'Estaing qui transformait le protocole en accord de défense<sup>1</sup>? Enfin, plutôt qu'une mission parlementaire d'information, n'aurait-il pas été préférable de nommer une commission d'enquête aux pouvoirs d'investigation plus étendus?

Toutes ces questions ont été largement débattues dans la presse française et étrangère, et divers personnages plus ou moins crédibles ont jugé bon d'ajouter leur grain de sel : entre autres le capitaine Barril, l'ancien «supergendarme» de l'Élysée passé au privé et reconverti dans la protection rapprochée des chefs d'État africains. Conseiller d'Agathe Habyarimana, il a affirmé avoir en sa possession la boîte noire du Falcon présidentiel. Mais l'objet qu'il exhiba à l'appui de ses dires n'est qu'une pièce du pilote automatique qui ne contient évidemment aucune information susceptible de mener sur la piste des auteurs du tir de missile. Sur un point, celui de savoir si la France avait continué à livrer du matériel militaire au Rwanda jusqu'en mai 1994, le Quai d'Orsay a apporté un démenti formel : «Nous ne pouvons que démentir, de la façon la plus catégorique, que les autorités françaises aient autorisé des exportations d'armes vers le Rwanda après l'accord de paix d'Arusha d'août 1993», a déclaré le porte-parole du

---

1. Les trois articles en question ont été respectivement publiés le 21 juin 1994 dans *Libération*, le 12 janvier 1998 dans *Le Figaro*, et le 15 juillet 1998 dans *Le Canard enchaîné*.



ministère des Affaires étrangères le lendemain de la parution de l'article du *Figaro*.

La mission d'enquête dirigée par Paul Quilès a entendu, à partir d'avril 1998, de nombreuses personnalités, dont Édouard Balladur et trois de ses ministres, Alain Juppé, Michel Roussin, François Léotard, ainsi que Jean-Christophe Mitterrand. Tous ont défendu l'attitude de la France. Le fils de l'ancien président de la République a notamment déclaré que «la France n'avait envoyé personne se battre au Rwanda». Dans une longue interview accordée au journal *La Croix*, le ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine, qui était secrétaire général de l'Élysée au moment du génocide, a affirmé que la France y avait «fait tout ce qu'elle [avait] pu<sup>1</sup>». Il s'est même trouvé une éminente personnalité américaine, Herman Cohen, ancien responsable de la politique africaine de Washington au temps du président George Bush, pour justifier l'attitude de la France. Il a souligné que l'opération Turquoise avait «sauvé entre 20000 et 40000 vies tutsies», notant cependant que «la France [avait] eu tort de donner à Habyarimana l'impression qu'il pouvait faire n'importe quoi et ne serait jamais lâché», avant d'ajouter que les États-Unis avaient commis une erreur similaire avec l'Ouganda et le FPR. «Nous étions trop gentils avec nos clients respectifs», a-t-il précisé. Mais il a qualifié de «complètement ridicule» l'idée d'un «complot anglo-saxon» contre la France en Afrique orientale, en précisant que les États-Unis n'avaient apporté aucune aide au mouvement rebelle.

En revanche, un ancien chef de la mission de coopération au Rwanda, Michel Cuingnet, également entendu par

---

1. *La Croix*, le 21 avril 1998.

la mission parlementaire, a estimé que la France avait «péché par manque de clairvoyance. Au Rwanda, a-t-il poursuivi, nous avons agi par ignorance et suffisance, nous savions qu'Habyarimana était un dictateur faible et criminel et nous avons confié aux militaires un rôle qui n'aurait dû appartenir qu'aux politiques et aux parlementaires». Autre témoignage critique sur l'action de la France, celui du général Jean Varret, ancien chef de la mission militaire de la Coopération au Rwanda, d'octobre 1990 à avril 1993, date à laquelle il a été invité à quitter ses fonctions. Alerté par les rumeurs selon lesquelles des militaires français agissaient hors du cadre de leur mission d'instruction, il les avait rappelés à l'ordre lors d'une réunion à Kigali, ce qui provoqua son limogeage, trois ans avant la limite d'âge.

*Quelles ont été les conclusions de la mission ?*

Peut-être, comme il fallait s'y attendre, la mission a souligné les incohérences de la politique française au Rwanda, mais a dégagé la responsabilité de Paris dans le génocide. Ces conclusions ont été vivement critiquées au Rwanda et en Belgique.

Au Rwanda, la présidence a déclaré dans un communiqué que le rapport n'était «qu'une mise en scène pour blanchir» le comportement de la France, qui, selon elle, a joué «un rôle vital dans la préparation du génocide». En Belgique, le gouvernement a indiqué que le rapport de la mission «ne semble pas apporter d'éléments substantiels complémentaires». Plus intéressant a été l'article publié dans *Le Monde* du 19 décembre 1998 par Alain Destexhe, sénateur belge et initiateur de la commission d'enquête du Sénat belge. Il s'élève contre le fait que l'ONU et les États-Unis refusent toujours toute analyse critique de leur rôle. Il rappelle notamment que l'administration américaine – au

temps où Madeleine Allbright, la secrétaire d'État américaine, était ambassadrice des États-Unis à l'ONU – interdisait à ses représentants l'emploi du terme « génocide » pour qualifier les tueries au Rwanda. Il rappelle aussi que Kofi Annan, actuel secrétaire général de l'ONU, était à l'époque directeur des opérations de maintien de la paix de l'organisation internationale et avait la responsabilité directe de la Minuar. Or, pendant un an, après la fin du génocide, écrit-il, le secrétariat général de l'ONU « a soigneusement dissimulé les informations dont il disposait sur la préparation des massacres, notamment la note du 11 janvier 1994 qui mentionne la possibilité de tuer mille Tutsis toutes les vingt minutes. Par la suite, face à l'évidence, ajoute Alain Destexhe, Kofi Annan a choisi soit de minimiser l'importance de ces avertissements, soit d'évacuer la responsabilité vers le Conseil de sécurité. » Et il conclut que si Kofi Annan refuse une enquête, « il risque d'entrer dans l'histoire, non seulement comme un de ceux qui avaient la possibilité de s'opposer à ce génocide et qui n'ont même pas essayé, mais aussi comme celui qui n'aura pas permis à l'ONU de faire l'examen de conscience indispensable pour restaurer sa crédibilité ».

Ajoutons que Kofi Annan a refusé de venir témoigner devant la mission d'enquête française. Le président Bill Clinton, quant à lui, a reconnu, lors de son escale à Kigali durant son voyage en Afrique de mars 1998, que « la communauté internationale doit accepter sa part de responsabilité » dans le génocide.

*Les événements ont suivi un cours différent au Burundi : il n'y a pas eu de génocide d'une ampleur comparable à celui qui a été perpétré au Rwanda, mais massacres et assassinats ont accompagné le difficile processus d'une réconciliation nationale inachevée.*

Il faut d'abord dire que la France ne s'est pas impliquée, comme au Rwanda, dans la politique intérieure du Burundi et dans les affrontements entre Hutus et Tutsis de ce pays. Mais Paris et Bujumbura entretenaient des relations cordiales. Le Burundi avait été, en 1984, le pays hôte du onzième sommet franco-africain, dont j'ai déjà parlé<sup>1</sup>. En septembre 1987, le colonel Jean-Baptiste Bagaza, qui assistait au sommet de la francophonie au Québec, est renversé par un autre militaire, le major (commandant) Pierre Buyoya. La veille du coup d'État, le Premier ministre Jacques Chirac avait saisi l'occasion de ces assises francophones pour reprocher au président Bagaza de persécuter l'Église catholique, faisant ainsi écho au pape Jean-Paul II qui s'était inquiété quelques mois plus tôt des expulsions de missionnaires et de la nationalisation des écoles et séminaires catholiques. Bagaza se réfugiera en Libye.

En 1988, des Tutsis sont massacrés par des paysans hutus, et l'armée (presque entièrement tutsie, comme nous l'avons souligné) répond à cette tuerie par une sévère répression. Le président Buyoya va s'efforcer patiemment de réconcilier les deux ethnies. Il nomme un Premier ministre hutu, Adrien Sibomana, à la tête d'un gouvernement composé paritairement de Hutus et de Tutsis, mais le Palipehutu (Parti de la libération du peuple hutu), mouvement clandestin d'opposition, ne renonce pas à sa guérilla intermittente contre les autorités. En 1992, après un congrès du parti unique au pouvoir, l'Uprona (Union et progrès national), une nouvelle législation instaure le multipartisme, en précisant que les formations politiques ne peuvent se réclamer d'une ethnie, d'une religion ou d'une région. En février 1993 se déroulent

---

1. Voir le chapitre v.

des élections présidentielles et législatives qui voient une large victoire du principal parti d'opposition, le Frodebu (Front pour la démocratie au Burundi) et de son candidat à la présidence, Melchior Ndadaye, un Hutu. Buyoya ne conteste pas sa défaite et se retire sans protester contre le verdict des urnes, comportement qui est salué comme il se doit. Le pays ne retrouve pas pour autant le calme. En octobre, des parachutistes assassinent le nouveau chef de l'État et des massacres interethniques font entre 25 000 et 50 000 morts. En 1994, l'Assemblée nationale porte à la présidence Cyprien Ntaryamira, hutu comme son prédécesseur. Il trouve la mort le 6 avril 1994 avec son homologue rwandais Habyarimana dans l'avion abattu par un missile, qui les ramenait de Tanzanie. Le président du Frodebu, Sylvestre Ntibantuganya, un Hutu, lui succède, après avoir été désigné par une convention nationale, tandis que l'ex-président Bagaza, revenu au Burundi, y anime un nouveau parti, le Parena (Parti pour le redressement national). Le pays se retrouve bientôt à feu et à sang : le Palipehutu est toujours actif, de même qu'un nouveau mouvement rebelle, le CNDD (Conseil national pour la défense de la démocratie), dirigé par un Hutu, Léonard Nyangoma, qui opère à partir du Zaïre. Nouvelle donne en juillet 1996 : l'ex-président Buyoya reprend le pouvoir après un coup d'État. Les pays voisins condamnent ce putsch, et, à titre de sanction, imposent au Burundi un blocus économique auquel s'associe le Rwanda et dont le partisan le plus intraitable est l'ex-président tanzanien Julius Nyerere, qui est resté l'éminence grise du gouvernement de son pays.

*Quelle est la situation aujourd'hui ?*

Le Burundi a fini par obtenir, au début de 1999, la levée des sanctions qui avaient été prorogées lors d'un sommet

régional à Kampala fin février 1998. Le président Buyoya s'était rendu en mars de la même année 1998 à Paris, où il avait été reçu par Jacques Chirac et où il avait rencontré le secrétaire général de la Francophonie, Boutros Boutros-Ghali. À l'issue de sa visite, le chef de l'État burundais avait assuré que la France était favorable à la levée de l'embargo. Mais les négociations entamées entre le gouvernement et plusieurs factions rebelles n'ont pas abouti et l'insécurité continue de régner dans le pays.

J'ai participé, pour ma part, à une mission parlementaire d'information au Burundi, du 28 au 31 janvier 1998, décidée par le bureau international de l'Assemblée internationale des parlementaires de langue française, mission qui comprenait notamment le président de l'Assemblée nationale du Burkina Faso, Mélégué Traoré, un parlementaire belge, Philippe Charlier, et un député centrafricain, Guy Ningata. Nous avons rencontré les groupes parlementaires du Frodebu et de l'Uprona, des membres du corps diplomatique, des représentants des ONG, l'ancien président Bagaza, le Premier ministre et plusieurs membres du gouvernement, le président de l'Assemblée nationale et, bien évidemment, le chef de l'État, le président Buyoya. Nous avons visité aussi des camps de réfugiés près de Bujumbura. Il ne fait guère de doute que le Burundi traverse une crise sérieuse qu'ont aggravée les sanctions économiques décrétées par les pays voisins.

Les problèmes se télescopent dans cette région des Grands Lacs, et la francophonie y est battue en brèche, sauf au Burundi. Nous avons noté des divergences de vues entre le gouvernement et l'ex-président Bagaza (et son parti, le Parena) qui réclame une conférence nationale souveraine, alors que le président Buyoya propose un débat national sous l'égide du gouvernement. La population a souffert de l'embargo, qui a favorisé les « combines » financières de

quelques profiteurs. Les autorités burundaises avaient vivement contesté par ailleurs la neutralité de l'ex-président tanzanien Julius Nyerere, dont l'opinion leur paraissait motivée par la présence de 300000 réfugiés burundais en Tanzanie. J'ajoute que si les Burundais souhaitent que les responsables des massacres récurrents qui se sont produits dans leur pays soient jugés par un tribunal pénal international (comme celui d'Arusha, saisi du génocide au Rwanda), les opinions divergent quant à savoir sur quels massacres portera la saisine de ce tribunal : devra-t-il prendre en compte les tueries de 1972, ou seulement celles de 1993 ?

Cependant, des hommes de bonne volonté persévèrent dans leurs efforts pour un retour à la paix civile, conformément à la politique de réconciliation engagée par le président Buyoya. C'est ainsi qu'un « partenariat interne » entre les deux principales formations politiques a été mis sur pied au sein de l'Assemblée nationale par le premier vice-président de la République et président du groupe parlementaire Frodebu, un Hutu, et par un parlementaire Uprona, premier vice-président de l'Assemblée nationale, un Tutsi. Ce dernier est venu en France en octobre 1998, où il a pu s'entretenir avec le président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, et l'ambassadeur Michel Dupuch, conseiller du président Jacques Chirac pour les affaires africaines. J'ai eu également l'occasion de le rencontrer. Il m'a notamment indiqué qu'il était favorable à l'idée d'une conférence entre pays riverains des Grands Lacs pour régler les problèmes de la région, notamment ceux de la république démocratique du Congo (ex-Zaïre).

*Pour bien juger de la situation tant au Rwanda qu'au Burundi, il paraît indispensable de la replacer dans le contexte de la crise qui secoue la région des Grands Lacs, et surtout l'ex-Zaïre, devenu la république démocratique du Congo.*

Bien évidemment. Je le fais ici très succinctement.

Fin 1996, Laurent-Désiré Kabila est parti d'un petit maquis aux confins du lac Tanganyika où il avait rencontré en 1965 Ernesto «Che» Guevara lorsque ce dernier s'était aventuré dans le pays pour y raviver la rébellion des Simbas<sup>1</sup>. Il a survécu ensuite pendant une trentaine d'années dans ce maquis où les forces de Mobutu évitaient de l'inquiéter sérieusement. C'est donc après trois décennies d'oubli, mais au moment où le régime de Mobutu commençait à chanceler, qu'il a entrepris sa marche victorieuse sur Kinshasa après avoir rassemblé sous son autorité une coalition de petits partis d'opposition quasi inconnus, l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL).

Le président Mobutu – que le ministre des Affaires étrangères français Hervé de Charette estimait «incontournable» – a tenté de résister, mais ses forces, mal payées, ou pas payées du tout, se sont débandées. Tous les efforts de Paris – qui a soutenu jusqu'au bout le président zaïrois – pour obtenir par la diplomatie l'arrêt de l'offensive de l'AFDL ont échoué, et notre pays s'est trouvé complètement isolé à l'ONU en mars 1997. Une ultime négociation entre les deux adversaires (notamment une entrevue début mai au large de Pointe-Noire sur un navire de guerre sud-africain, en présence de Nelson Mandela) n'a pas abouti. Une quinzaine de jours plus tard, Kabila est entré en vainqueur dans la capitale du pays, et

---

1. Ce mouvement de rébellion dirigé par des partisans de Patrice Lumumba avait été réduit en 1964 grâce à l'appui de la Belgique et des États-Unis aux forces congolaises, renforcées par des mercenaires et commandées par Mobutu. Le président de l'ex-Congo belge était alors Joseph Kasavubu et le Premier ministre Moïse Tschombé.



Mobutu, atteint d'un cancer de la prostate, s'est exilé avant de mourir.

Vainqueur, Laurent-Désiré Kabila, qui se réclame de Patrice Lumumba, premier ministre gauchisant de l'ex-colonie belge lors de son accession à l'indépendance en 1960, a proclamé la république démocratique du Congo (RDC). Pour prendre le pouvoir, il avait été puissamment aidé par le Rwanda et l'Ouganda, avec l'approbation des États-Unis. Durant son offensive victorieuse, les troupes de Kabila et de ses alliés s'étaient heurtées à la résistance des militaires et des milices du régime Habyarimana qui régentaient les camps de réfugiés rwandais au Zaïre. Les habitants de ces camps, plusieurs centaines de milliers de personnes, furent exterminés. Le gouvernement de Kabila a fait obstacle à une enquête de l'ONU pour déterminer l'ampleur du massacre et identifier ses auteurs, et les survivants ont dû, pour la plupart, se résigner à leur rapatriement au Rwanda.

Puis, en août 1998, on a assisté à un curieux renversement d'alliance : les anciens alliés du président Kabila – l'Ouganda et le Rwanda – ont prêté main forte à une rébellion de Congolais d'origine tutsie, les Banyamulengés, installés depuis plusieurs générations dans l'est de la république démocratique du Congo. Ce nouveau mouvement rebelle a bientôt bénéficié du ralliement d'une équipe un peu hétéroclite de mécontents du régime et pris le nom de Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), à la tête duquel on trouve notamment Ernest Wamba dia Wamba, un historien en exil à Dar es-Salaam, Arthur Zahidi N'Goma, ancien opposant à Mobutu, puis condamné pour complot contre Kabila, et deux anciens ministres de Kabila, Déogratias Bugera et Bizima Karaha, l'un et l'autre banyamulengés, autrement dit, tutsis. Le chef militaire de la rébellion est le général Jean-Pierre

Ondekane, originaire de la province de l'Équateur, pentecôtiste, qui a servi successivement Mobutu et Kabila. Alors que la rébellion progressait à partir de l'est du Zaïre, le président Kabila a obtenu le concours de l'Angola, du Zimbabwe et de la Namibie – et, plus tard, du Tchad et du Soudan.

Les troupes angolaises sont parvenues à contenir la rébellion, et entre autres à l'empêcher, par une opération en tenaille à partir de la côte atlantique où des unités du RCD avaient réussi à débarquer, de s'emparer de Kinshasa, privée d'électricité, dont la population avait entamé une «chasse aux Tutsis».

Telle était la situation lorsque s'est réuni en novembre 1998 le sommet franco-africain du Louvre, auquel ont assisté les principaux acteurs de ce conflit – dont Laurent-Désiré Kabila –, qui ont déclaré leur intention de négocier en vue d'un cessez-le-feu. Depuis, comme on le sait, les négociations ont traîné, et la situation reste confuse. Étienne Tshisekedi, courageux opposant à Mobutu à la tête de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), a été écarté de la scène politique par Kabila, qui l'a fait arrêter en février 1998, puis assigner à résidence jusqu'en juillet 1998 dans son Kasaï natal (le province riche en diamants), date à laquelle il a été autorisé à revenir à Kinshasa. Toutefois, le chef de l'État congolais a annoncé son intention d'organiser des élections libres en avril 1999.

Pour la petite histoire, notons la présence, parmi les partisans de Kabila, de Sakombi Inongo, ancien ministre et chantre de Mobutu, qui déclare s'être rallié au nouveau régime après un rêve où Dieu lui avait fait savoir qu'il avait choisi l'ancien maquisard «pour être l'instrument de la libération du Congo».

Depuis l'arrivée au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila, les ressources géologiques du pays, souvent qualifiées de

fabuleuses, ont été l'objet de bien des convoitises et de tractations impliquant notamment des firmes américaines et sud-africaines (comme la De Beers). Les principaux enjeux sont les mines de cuivre et de cobalt du Shaba (ex-Katanga) appartenant à la Gecamines, et les gisements de diamants du Kasai. Des contrats mirobolants ont été décrochés, annulés, réattribués. L'ex-Zaïre, avec ses 45 millions d'habitants pour 2345000 km<sup>2</sup>, est une proie de choix. On a souvent évoqué le risque de sa partition, d'une part entre l'Est, où la langue véhiculaire est le swahili de l'Afrique orientale, parlé et écrit dans les anciennes colonies britanniques du Kenya, de l'Ouganda, et de la Tanzanie, et d'autre part l'Ouest bantou, où le lingala (parlé aussi à Brazzaville et dans sa région) est la langue véhiculaire prédominante. Ainsi l'est de l'ex-Zaïre, et avec lui le Rwanda et le Burundi, par le biais du swahili, tomberaient dans l'orbite de pays anglophones. Retour au fameux complexe de Fachoda attribué aux Français, qui craindraient d'être au moins partiellement évincés du Congo-Kinshasa que Mobutu présentait comme le deuxième pays francophone du monde après notre Hexagone...